

“Ces trois problèmes furent au centre des débats de la présente session du Conseil; ce qui ne veut pas dire que les autres questions, tout aussi importantes — notamment celles ayant trait aux territoires occupés — ont été négligées. Le fait est que celles-ci, faisant l'objet d'un consensus général n'ont pas suscité de controverses.

(...)

#### *Une discussion inachevée*

“Parmi les questions soulevées mais au sujet desquelles la discussion est restée inachevée, nous en citerons deux:

“La première, posée par Yasser Arafat, attire l'attention sur l'importance d'étudier, de l'intérieur, la société israélienne et ses contradictions sociales et partisans, afin de trouver les moyens de les exploiter et ce faisant, disloquer la société israélienne de l'intérieur. Néanmoins, ceux qui se sont attaqués à ce problème, l'ont fait sous l'angle des contacts à établir avec les forces sionistes, ce à quoi le Conseil national oppose un refus de principe. Et bien que les débats aient revêtu un caractère de sérieux sans démagogie ni surenchères, ils n'ont pas réellement traité de la question posée ni réussi à y apporter des réponses concrètes et adéquates qui, en même temps, servent les buts tactiques sans trahir les principes.

“Le Conseil a mis un terme à cette discussion et a approuvé une recommandation sur “les moyens et les actions” à mettre en œuvre pour établir des contacts avec les forces israéliennes démocratiques et antisionistes, recommandation semblable à celles adoptées lors des sessions précédentes.

“La deuxième question, soulevée par Salah Khalaf (Abou Ayad), a traité de l'offensive impérialiste américaine sur la région et des menaces que les progressistes arabes et, quelquefois, les organisations de la Révolution profèrent contre les intérêts américains. A ce propos, il a affirmé que ces menaces verbales resteraient

vaines et inutiles tant qu'elles ne se seront pas traduites concrètement; et il s'est demandé s'il n'était pas possible de former une commission pour traiter de cette question. Et malgré l'importance et la gravité d'une telle suggestion, et les implications pratiques qu'elle suppose pour faire face aux menaces américaines planant sur la Révolution et la région, elle n'a pas fait l'objet d'un débat concret (qui l'aurait traduite en plan d'action).

(...)

“En conclusion de ses travaux, on peut affirmer que les débats du Conseil national se sont déroulés dans une atmosphère loin de toute démagogie et de surenchères, et qu'ils ont pu, de ce fait, formuler des décisions réalistes bénéficiant de l'unanimité, alors que dans le passé les tentatives pour faire adopter des décisions “révolutionnaires” ne traduisaient pas une conviction collective et ne tenaient pas compte des développements survenus sur les scènes, palestinienne, arabe et internationale.

“C'est dans le sens de réalisme qu'on peut parler de réussite des travaux du Conseil; il demeure que c'est la mise en application de ces décisions qui déterminera la réussite ou l'échec.”

#### ISRAEL: FORCE DE DISSUASION AU PROCHE-ORIENT

A la suite du raid israélien contre le réacteur nucléaire iraquien (juin 1981) Elias Shoufani, dans un article paru dans le *Bulletin* (juin 1981) de langue arabe publié mensuellement par l'Institut des études palestiniennes, entreprend de définir les objectifs politiques que l'Etat hébreu cherche à atteindre par cet acte. Le Premier ministre israélien ayant invoqué la “sécurité nationale d'Israël” pour justifier son entreprise, E. Shoufani se penche sur les fondements sur lesquels repose cette “sécurité nationale d'Israël, qui passe par les capitales arabes”. Israël,

dit-il, est une base avancée au service des intérêts des Etats-Unis et son "espace national" englobe "les Etats arabes qui sont le théâtre des mouvements des masses arabes".

Dès lors, la destruction du réacteur nucléaire iraquien est, pour Shoufani, une mission israélienne de "sécurité" s'inscrivant dans le cadre de ce rôle de force de dissuasion joué par l'Etat hébreu qui, par ailleurs, entend se garder l'exclusivité de la technologie nucléaire dans la région.

Enfin, fait remarquer l'auteur, les considérations électorales ne sont pas étrangères au timing choisi par M. Begin — alors en pleine campagne électorale — pour entreprendre cette opération.

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de cet article.

\*

"C'est en se fondant sur sa conception de ce qu'il appelle sa "sécurité nationale", qu'Israël a détruit le réacteur iraquien nucléaire "Tammûz". Cette conception est aussi unique en son genre que l'est Israël parmi les entités politiques du monde. Elle est, cependant, en conformité avec la "stratégie supérieure" de l'entité sioniste, laquelle vise à renforcer les raisons d'être de son existence et de sa pérennité. Aussi faut-il, pour appréhender correctement ce qu'elle entend par sa "sécurité nationale", rattacher cette conception à la nature coloniale et agressive de l'entité sioniste.

"Edifiée en marge des plans impérialistes concernant le Proche-Orient, organiquement liée aux centres qui les ont élaborés au point que son avenir dépend de sa capacité à les traduire concrètement, l'entité sioniste fut chargée d'assumer, dans la région, un rôle qui est au fondement de sa "stratégie supérieure" et constitue sa raison d'être.

*La "sécurité nationale d'Israël" passe par les capitales arabes*

"Ce n'est pas un hasard, si la transformation du sionisme — qui était resté longtemps un mouvement spirituel — en un

mouvement politique a coïncidé avec l'émergence du mouvement nationaliste arabe qui revendiquait l'indépendance, l'unité [arabe] et le progrès social, comme l'expression des aspirations des masses de la nation arabe. Ce n'est pas non plus un hasard, si ces deux mouvements — le nationalisme arabe et le sionisme — sont nés au moment, d'une part, de l'effondrement et de la décadence de l'Empire ottoman, et d'autre part, de l'offensive de l'impérialisme occidental contre ce même Empire; l'objectif étant: le balkaniser pour y établir des zones d'influence et d'hégémonie économique et politique. C'est dans ce contexte et sur la base des relations dialectiques de ces quatre phénomènes — qui ont régi l'histoire de la région au cours du siècle dernier — que l'on peut saisir la nature du rôle assigné au projet sioniste, au Proche-Orient. En effet, l'entreprise sioniste fut et demeure, un élément organique de la stratégie de mise en place du projet impérialiste global concernant la région; tout au moins en fut-il ainsi, au regard des divers centres impérialistes, qui furent, chacun en son temps, le partenaire principal du mouvement sioniste dans la réalisation de son projet. Compte tenu du caractère inégalitaire des rapports qui se sont établis entre le sionisme et les centres impérialistes, ces derniers sont ceux qui ont le plus profité du projet sioniste et qui furent, en fait et pour tout ce qui touche à son activité, les maîtres de la décision politique. Fait plus important: ce sont ces mêmes centres qui ont déterminé, selon les étapes, la nature générale du projet sioniste et lui ont donné ses caractéristiques distinctives. Ainsi, et tandis que la direction du mouvement sioniste voulait édifier un "Etat juif", les centres impérialistes, eux, ont cherché et réussi à faire de cet Etat une "base avancée", ce que traduit d'ailleurs la structure actuelle d'Israël.

"C'est donc dans le cadre de la stratégie des centres impérialistes pour consolider leur hégémonie sur la région — chose

qui ne peut se faire qu'à la condition de soumettre le mouvement des masses arabes à leurs exigences globales — que se définit le rôle que ces centres ont assigné à l'implantation sioniste en Palestine: s'opposer, par la force, au mouvement nationaliste arabe, et l'empêcher de réaliser ses objectifs d'indépendance, d'union et de progrès social. Dès lors, l'appui dont l'entreprise sioniste bénéficie est tributaire de la capacité qu'elle a à s'acquitter du rôle qui lui fut assigné. Le renouvellement de cet appui et la capacité de remplir ses conditions sont devenus, pour Israël, la pierre angulaire de ce qu'il appelle, au niveau de sa stratégie, sa "sécurité nationale". C'est sur cette base que la direction sioniste définit sa "sécurité" et que l'appareil du Pouvoir, principalement l'appareil militaire sioniste qui en est l'épine dorsale, a élaboré ce concept si particulier de "sécurité nationale".

"Sur la base d'une telle conception, la sécurité de l'entité sioniste n'est plus, aux yeux de ses dirigeants, circonscrite à son seul "espace national" [son "espace de colonisation"]; elle le déborde et englobe les capitales des Etats de la région qui sont, précisément, le théâtre des mouvements des masses arabes. Dès lors, Israël ne peut garantir sa "sécurité" que s'il parvient, grâce principalement à son appareil militaire, à exploiter les contradictions politiques et sociales du monde arabe et maîtriser l'évolution et l'orientation de ces mouvements de masse. La thèse selon laquelle la "sécurité d'Israël" passe par les capitales arabes devient, maintenant, parfaitement claire. Un tel concept comporte ses contradictions et ses paradoxes puisqu'il, trouve son origine dans la nécessité d'assurer une base matérielle à l'appareil [militaire] d'agression et dans la nécessité de pouvoir continuellement s'opposer aux mouvements populaires de la région, quelle que soit l'extension du terrain des affrontements; ce qui rend une telle sécurité illimitée et, par conséquent, en contradiction avec elle-même.

(...)

*La destruction du réacteur nucléaire iraquien: une mission israélienne de "sécurité"*

"Le gouvernement Begin a entrepris de détruire le réacteur nucléaire iraquien alors que la tension avait atteint son paroxysme au Liban en raison de la "crise des missiles syriens" — qu'il avait par ailleurs provoquée — et que, d'autre part, il était entré dans un conflit aigu avec l'administration américaine à propos de la livraison à l'Arabie Saoudite des avions "AWACS" et que, enfin, il se trouvait en plein dans une campagne électorale difficile, où prévalaient les problèmes de politique extérieure, et plus précisément le problème du "règlement" [politique avec l'Egypte] sur les affaires intérieures économiques et sociales. Le gouvernement Begin, soutenu par la majorité des forces politiques et des médias en Israël, justifie le bombardement et la destruction du réacteur iraquien, par sa ferme détermination à garantir "la sécurité d'Israël", à préserver l'avenir de l'Etat juif et à sauvegarder la vie de ses habitants. Face à un tel "devoir sacré", tous les obstacles devront être éliminés et tous les sacrifices facilement consentis.

"Le bombardement du réacteur iraquien constitue un précédent unique en son genre: il n'est jamais arrivé, auparavant, qu'un Etat, quelles que soient ses motivations, entreprenne d'attaquer les installations nucléaires d'un autre Etat. Ce faisant, Israël établit un nouveau précédent, qui s'ajoute à la longue liste des crimes affreux commis à l'encontre du peuple palestinien et de la nation arabe.

"Malgré cela, la direction sioniste, forte de l'appui illimité de Washington — principal partenaire du projet sioniste lui-même — a pu affronter le monde avec mépris, se vanter de ses agissements, faire fi des critiques et rejeter toutes les dénonciations de son acte barbare. Quant au rôle des Etats-Unis, tous les indices révè-

lent une complicité active, puisqu'ils ont participé à la planification, à la préparation et à l'exécution de cette opération, et qu'ils ont, en outre, fourni à l'appareil militaire israélien les informations et les moyens d'exécution nécessaires, sans oublier l'appui politique qu'ils accordent à Israël sur le plan international et la protection qu'ils lui offrent pour le préserver de toute sanction que pourrait décider le Conseil de sécurité.

"Il faut reconnaître, toutefois, que cette agression israélienne relève de l'essence même de son rôle impérialiste dans la région et de sa raison d'être; ce qui explique la complicité des Etats-Unis et le soutien qu'ils fournissent à Israël. A la lumière de ces observations générales sur le "concept israélien de sécurité" et la nature des rapports d'Israël avec le centre impérialiste américain, la destruction du réacteur nucléaire iraquien apparaît comme une tâche essentielle qu'il incombe à Israël de remplir, pour prouver l'importance et l'efficacité de son rôle. Ce faisant, Israël renforce le centre dans sa conviction de continuer à lui fournir toute l'aide et la protection requises, laquelle constitue, comme déjà indiqué, le support principal du concept israélien de sécurité; car une telle "sécurité" repose avant toute chose sur la réussite de pareilles entreprises.

"L'Iraq a cherché à se doter d'une technologie nucléaire dont Israël veut se garder jalousement l'exclusivité dans la région, en tout cas dans le Machreq arabe, parce qu'il estime que c'est un facteur essentiel de sa capacité de dissuasion. Depuis près de vingt ans, il a entrepris de construire un centre nucléaire, et refusé à l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) tout droit de le contrôler et l'autorisation de le visiter afin de s'informer de son fonctionnement; tout comme, il a refusé de se joindre aux Etats signataires des accords de non-prolifération des armes nucléaires. En dépit de cela, il a continué de bénéficier du soutien des

Etats-Unis qui, par ailleurs, furent les artisans de cette Agence, et s'activèrent en faveur de la limitation de la prolifération des armes nucléaires. Les informations des services de renseignement et les rapports des instituts de recherches stratégiques indiquent qu'Israël s'est doté de la technologie adéquate pour fabriquer la bombe atomique qui est peut-être déjà en sa possession. La destruction du réacteur nucléaire iraquien s'imposait d'autant qu'il fut construit grâce à l'assistance de la France qui, depuis De Gaulle, suit une politique d'indépendance à l'égard du leadership américain sur le camp capitaliste — ce qui n'est pas pour plaire aux Etats-Unis; et il est certain que la coopération nucléaire franco-iraquienne ne bénéficiait pas des faveurs de Washington qui n'a pas vu d'un mauvais oeil — si elle ne l'a pas encouragée et n'y a participé — la destruction du centre iraquien. Les milieux politiques israéliens estiment que le nouveau gouvernement français du président François Mitterrand s'écartera de la politique du gouvernement de Giscard d'Estaing et mettra un terme à sa coopération nucléaire avec l'Iraq.

"S'agissant du rôle de force de dissuasion qu'Israël assume dans la région, il était important que l'appareil militaire israélien prouve sa capacité de mener avec succès une action militaire, loin de ses frontières, bien qu'il lui ait fallu pour cela traverser l'espace aérien de plusieurs Etats arabes. Par cette opération, Israël a voulu signifier de façon claire et sans équivoque qu'il était prêt, pour préserver sa supériorité militaire et la crédibilité de sa capacité de dissuasion, à aller jusqu'aux plus extrêmes limites, sans égard aux conséquences qui pourraient en découler. Ce faisant, il lance un avertissement à tous les Etats de la région, et peut-être bien à certains Etats du Tiers-Monde: Israël est capable et déterminé à s'attaquer à leurs installations nucléaires si ses intérêts le lui dictent. Il semble qu'en prouvant sa violence, en fait sa démesure, Israël a voulu

démontrer sa capacité de dissuasion et l'efficacité des armes qu'il détient.

"Néanmoins, et dans ce même ordre d'idées, il est à remarquer [un fait paradoxal]: Israël s'est refusé jusqu'à présent à fournir une preuve supplémentaire de sa capacité de dissuasion en ne s'attaquant pas aux missiles syriens basés au Liban. Or, et quoique Begin ait donné l'ordre à l'armée israélienne d'attaquer ces missiles, cet ordre ne fut pas suivi d'effets. Deux raisons expliquent ce fait: d'une part les chefs d'état-major de l'armée de l'air israélienne ont refusé d'obtempérer arguant des [mauvaises] "conditions climatiques", et, d'autre part, parce que le gouvernement de Begin a dû se conformer à la volonté ["attentiste"] de "surseoir" à l'opération. A ce propos, deux faits retiendront notre attention: d'abord le long silence de Begin, quand bien même la crédibilité de l'appareil militaire israélien aurait pu être ébranlée; en second lieu le pouvoir de Washington d'imposer sa volonté à Israël et de le contenir, alors même que dans "l'affaire iraquienne" les Etats-Unis invoquèrent leur impuissance.

"Il est certain que la bataille électorale qui s'est déroulée en Israël fut un facteur déterminant dans le "timing" du raid contre le réacteur iraquien, car Begin aurait pu tout aussi bien différer l'opération s'il n'avait été guidé par des considérations électorales; en effet, la popularité de Begin a enregistré, du fait de cette opération, une hausse considérable. Pour rester au pouvoir, donc, Begin n'a pas hésité à s'en prendre aux dirigeants européens et à provoquer des conflits avec certaines fractions au pouvoir à Washington. Il a précipité la campagne électorale dans la démagogie, et l'a poussée jusqu'aux limites de la violence: il a transformé cette bataille électorale en "bataille nucléaire".

#### LA VICTOIRE DE M. BEGIN

La reconduction de M. Begin au poste

de Chef de gouvernement de l'Etat hébreu ne fut pas pour réjouir l'opinion publique arabe. Michel Abi-Jaoudé, directeur et co-rédacteur en chef du quotidien libanais *an-Nahar* (16 juillet 1981), entreprend d'analyser les retombées de la victoire des extrémistes israéliens sur le conflit arabo-israélien, à la lumière du contexte politique et diplomatique arabe et international entourant cet événement.

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de cet éditorial.

\*

"Après que Menahem Begin a été chargé de former le nouveau gouvernement israélien, qui s'appuiera sur son aile religieuse la plus extrémiste pour s'assurer la majorité requise, on peut dire que l'O.L.P., les pays arabes concernés et les pays étrangers seront appelés, dans le plus simple des cas, à s'opposer, coexister ou accorder leur appui à un gouvernement qui fonde sa politique sur quatre principes. Le premier: poursuivre l'implantation des colonies de peuplement en Cisjordanie et à Gaza et la judaïsation de Jérusalem. Le deuxième: s'attacher à la politique de Camp David avec l'Egypte et renouveler l'appel lancé au Liban, à la Syrie et à la Jordanie d'en faire de même. Le troisième: poursuivre les attaques contre les Palestiniens au Liban. Le quatrième enfin: conserver toute liberté pour garantir ce que Menahem Begin appelle la "sécurité d'Israël" et donc frapper — sans tenir compte des objections ou réserves américaines, mais grâce à leurs armes — les objectifs vitaux de l'ennemi arabe.

"La reconduction de Menahem Begin survient à un moment où l'Amérique est gouvernée par "la plus pro-israélienne des administrations", comme l'affirment si bien les deux parties, américaine et israélienne, depuis l'avènement de l'administration du président Reagan; et où la Grande-Bretagne est gouvernée par un gouvernement conservateur incapable de satisfaire les aspirations de l'Irlande du